

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	76	4

N° de la séance : 22

Objet de la délibération : Service des
Assemblées - Syndicat Intercommunal des
Eaux du Foulon (SIEF) - Désignation des
représentants

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2020.022

Date de la convocation :
Le 09/07/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 JUL. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUL. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 17 juillet 2020

L'an deux mil vingt et le 17 juillet à 15h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 et des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Tanguy CORNEC à Monique GAGEAN, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Hassan EL JAZOULI à Sophie NASICA

ABSENT :

Christophe ETORE

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a modifié l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer la compétence « eau potable » à compter du 1^{er} janvier 2020.

A cette date, la CASA s'est donc vue transférer cette compétence et, conformément aux dispositions de l'article L.5216-7 IV C.G.C.T., elle s'est substituée de plein droit à ses communes membres au sein des syndicats exerçant une compétence en matière d'eau potable.

Le SIEF a pour objet la gestion du service public, industriel et commercial, d'adduction de l'eau potable acheminée par le canal du Foulon et ses dérivations. A ce titre, il a en charge les compétences suivantes :

- la production, le traitement, le transport et le stockage de l'eau acheminée par le canal du Foulon pour les besoins de la consommation humaine, de l'agriculture et de l'industrie,
- à titre annexe, la mise en valeur de l'emprise du canal dans le domaine sportif, touristique, culturel ou numérique,
- le cas échéant (service à la carte), les achats en gros de volumes d'eau potable nécessaires pour répondre aux besoins des communautés d'agglomération et la distribution de l'eau potable aux abonnés.

Ainsi, par délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.204 en date du 16 décembre 2019, la CASA s'est substituée aux communes de GOURDON, LE BAR SUR LOUP, LE ROURET, CHATEAUNEUF DE GRASSE, OPIO, ROQUEFORT LES PINS et VALBONNE, qui disposaient au total de 8 délégués titulaires et de 8 délégués suppléants siégeant au sein du Comité Syndical, et est devenue membre du SIEF au 1er janvier 2020.

Le SIEF est donc aujourd'hui composé de la CASA et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

En application de l'article L.5711-3 du C.G.C.T, la CASA dispose d'un nombre de délégués égal à celui dont disposaient ses communes membres avant le transfert de la compétence « eau potable », soit 8 titulaires et 8 suppléants.

CONSIDERANT que le mandat des représentants au sein des organismes extérieurs tels que les syndicats mixtes prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, soit aujourd'hui ;

CONSIDERANT qu'en l'absence de réglementation, il convient d'appliquer le processus général de désignation des organes des collectivités territoriales, en l'espèce, l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de désigner les représentants de la CASA au sein du Comité Syndical du SIEF pour le nouveau mandat.

Les candidatures ci-dessous se sont présentées :

Titulaires	Suppléants
Eric MELE	Pierre MILLO
François WYSZKOWSKI	Georges CAUVIN
Gérald LOMBARDO	Jean-Pierre LESNE
Emmanuel DELMOTTE	Christian GORACCI
Gilles DUTTO	Alain SILBANO
Michel ROSSI	Jean-François AGNEL VARIN
Elisabeth DEBORDE	Céline LAMBIN
Joseph CESARO	Bernard GARNIER

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner les huit représentants titulaires et les huit représentants suppléants de la CASA qui siégeront au sein du Comité syndical du SIEF selon la liste ci-dessus.

Conformément à l'article 10 de la Loi n° 2070-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020, « l'organe délibérant d'un EPCI peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 5711.1 ».

Aussi, le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de désigner les huit représentants titulaires et les huit représentants suppléants de la CASA qui siégeront au sein du Comité syndical du SIEF selon la liste ci-dessous :

8 titulaires	8 suppléants
Eric MELE	Pierre MILLO
François WYSZKOWSKI	Georges CAUVIN
Gérald LOMBARDO	Jean-Pierre LESNE
Emmanuel DELMOTTE	Christian GORACCI
Gilles DUTTO	Alain SILBANO
Michel ROSSI	Jean-François AGNEL VARIN
Elisabeth DEBORDE	Céline LAMBIN
Joseph CESARO	Bernard GARNIER

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 17 juillet 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DS EAUX DU FOULON

STATUTS

VU pour être annexé à mon
arrêté en date de ce jour.
NICE, le 16 NOV. 2016

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DRCL-C 3742



Frédéric MAC KAIN

Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon

STATUTS

PREAMBULE

Les communes de : Le Bar-sur-Loup, Châteauneuf-Grasse, Gourdon, Grasse, Mouans-Sartoux, Opio, Roquefort-les-Pins, Le Rouret et Valbonne sont, totalement ou en partie, alimentées par un équipement d'adduction d'eau dit « Canal du Foulon », composé d'un canal principal ainsi que de canaux secondaires et tertiaires.

La construction dudit canal a été déclarée d'utilité publique par une loi du 4 août 1885, par laquelle l'État en concède l'exploitation à la commune de Grasse. Cette concession confère aux communes précitées une adduction de la source du Foulon contribuant à leur alimentation en eau.

Depuis plusieurs années, deux constats sont communément partagés par l'ensemble des communes concernées :

- ◆ l'état de vétusté du canal du Foulon impose d'entreprendre rapidement des travaux de reconstruction et de sécurisation ;
- ◆ la gestion du système d'adduction du Foulon pourrait être améliorée et équilibrée par la création d'un organisme doté de la personnalité juridique, tel un établissement de coopération intercommunale, qui aurait vocation à gérer l'ouvrage d'adduction et en acquérir la pleine propriété.

C'est la raison pour laquelle, par délibérations concordantes, les communes desservies par le réseau d'adduction du Foulon ont souhaité instituer un syndicat intercommunal, sur la base des dispositions des articles L.5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT).

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : Dénomination – Composition

En application des dispositions des articles L.5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est créé un syndicat intercommunal à vocation unique régi par les présents statuts.

Ce syndicat est dénommé « SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON » et ci-après désigné « le syndicat ».

Il regroupe les communes suivantes : Le Bar-sur-Loup, Châteauneuf-Grasse, Gourdon, Grasse, Mouans-Sartoux, Opio, Roquefort-les-Pins, Le Rouret et Valbonne.

ARTICLE 2 – Siège du syndicat

Le siège du syndicat est situé à l'hôtel de ville de la commune de Grasse.

ARTICLE 3 – Objet et définition des compétences

Le syndicat a pour objet la gestion du service public industriel et commercial d'adduction de l'eau potable acheminée par le canal du Foulon et ses dérivations. A ce titre, il a en charge l'exercice, en lieu et place des communes membres, des compétences suivantes :

- ◆ la production, le traitement, le transport et le stockage de l'eau acheminée par le canal du Foulon pour les besoins de la consommation humaine, de l'agriculture ou de l'industrie ainsi que l'achat en gros de volumes d'eau potable complémentaires acheminés par ledit canal,
- ◆ à titre annexe, la mise en valeur de l'emprise du canal dans le domaine sportif, touristique, culturel ou numérique,
- ◆ le cas échéant (service à la carte), la distribution de l'eau potable aux abonnés.

Les communes adhérentes conservent la compétence de la production et de l'exploitation des ressources en eau d'une autre provenance. Elles disposent de la faculté de transférer cette compétence au syndicat.

Les missions du syndicat comprennent, à titre principal, les prestations suivantes :

- la production d'eau potable comprenant le captage des eaux et les traitements nécessaires à leur potabilisation ;

- le transport de cette eau par le réseau d'adduction du Foulon, des points de prélèvement aux points de livraison aux collectivités adhérentes, ainsi que tout stockage nécessaire au service ;
- le fonctionnement normal des ouvrages, leur entretien et leur renouvellement ;
- les travaux de rénovation et de modernisation des ouvrages ;
- les études, travaux et toute opération foncière concourant à l'exécution du service ;
- à titre accessoire et complémentaire, par convention, l'achat d'eau potable en gros en provenance d'une autre collectivité, la vente en gros à destination de toute personne publique ou l'exécution de prestations au profit de collectivités publiques non membres du syndicat.

ARTICLE 4 – Droits d'eau

Les communes membres du syndicat entendent, à titre conventionnel, mettre en commun le bénéfice des droits d'eau légaux ou réglementaires, déjà accordés ou à venir, pour le prélèvement sur les sources du Foulon et des Fontaniers.

La ressource en eau disponible sera partagée entre les communes membres avec un objectif d'équité visant en permanence à éviter que des usagers subissent une interruption de distribution. Pour cela, les communes conviennent d'affecter en priorité et majoritairement la ressource disponible au service de quotas nominaux, selon une répartition fixée au règlement du service.

ARTICLE 5 – Durée du syndicat

Le syndicat est créé pour une durée illimitée.

TITRE II – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 6 – Comité syndical

1 – Composition :

En application des articles L.5212-6 à L. 5212-10 du CGCT, le syndicat est administré par un comité syndical placé sous la présidence du président du syndicat ou, en son absence, d'un vice-président.

Il est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes parmi les citoyens éligibles au conseil municipal.

Chaque commune est représentée au sein du comité par le nombre de délégués titulaires fixé par le tableau suivant (*colonne 2*). Chaque commune désigne également des délégués suppléants en nombre égal aux titulaires, appelés à siéger

en cas d'empêchement d'un délégué titulaire. Pour tout vote à intervenir, chaque délégué dispose d'un nombre de voix, conformément au tableau suivant (colonne 3) :

1	2	3	4
Communes	Nombre de délégués titulaires par commune	Nombre de voix par délégué	Nombre de voix par commune
LE BAR-SUR-LOUP	1	6	6
CHÂTEAUNEUF-GRASSE	1	9	9
GOURDON	1	1	1
GRASSE	5	10	50
MOUANS-SARTOUX	1	1	1
OPIO	1	6	6
ROQUEFORT-LES-PINS	1	1	1
LE ROURET	1	6	6
VALBONNE	2	10	20
TOTAL	9	14	100

Chaque délégué dispose des voix des délégués absents dont il a reçu le pouvoir. Il peut recevoir le pouvoir d'au plus deux délégués.

Les décisions sont adoptées à la majorité absolue des voix exprimées.

2 – Attributions :

Le comité syndical administre le syndicat par ses délibérations.

Il dispose d'une compétence générale pour gérer l'ensemble des compétences et activités du syndicat telles que définies à l'article 3 des présents statuts.

Il peut déléguer une partie de ses attributions au bureau dans les conditions prévues à l'article L.5211-10 du CGCT.

3 – Réunions :

Le comité se réunit au moins quatre fois par an et autant que nécessaire.

La réunion a lieu, sur convocation du président, soit au siège du syndicat, soit dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

4 – Renouvellement du comité syndical :

Le comité syndical est renouvelé au début du mandat des conseils municipaux des communes membres.

ARTICLE 7 – Bureau

1 – Composition :

Le comité élit parmi ses membres, à la majorité absolue, un bureau constitué d'un président, de quatre vice-présidents conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du CGCT et de quatre membres élus parmi les délégués syndicaux.

Le président et un vice-président ne peuvent être élus parmi les délégués d'une même commune. Il ne peut être élu plus d'un vice-président par commune membre.

2 – Réunions :

Le bureau se réunit au moins une fois par trimestre en session ordinaire.

Il peut se réunir également à la demande du président ou à la demande du tiers de ses membres.

3 – Renouvellement du bureau:

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres du comité syndical ou par voie de démission (ou de décès).

ARTICLE 8 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur sera adopté par le comité syndical pour préciser le fonctionnement du syndicat.

TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 9 : Recettes du syndicat

Les recettes du syndicat comprennent, notamment :

- les produits provenant de la vente d'eau, en gros ou au détail, aux communes membres ou aux autres clients ;
- le revenu des biens meubles ou immeubles du syndicat ;
- les produits des dons et legs ;
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- la TVA récupérée par le syndicat sur les investissements ;
- les emprunts contractés par le syndicat ;
- les subventions allouées au syndicat par des organismes tiers ;
- les subventions des communes adhérentes dans les conditions fixées par l'article L.2224-2 du CGCT.

ARTICLE 10 : Modalités de fixation des prix

Conformément à l'article L 2224-1 du CGCT, la gestion du service doit s'équilibrer financièrement, l'ensemble des charges devant être couvert par le produit des ventes d'eau.

Le prix comprendra une part proportionnelle établie en fonction des volumes d'eau livrés aux communes membres et sur la base d'un prix unitaire unique.

Le prix pourra comprendre également une part fixe correspondant aux charges fixes du service, ces charges étant réparties, sauf délibération contraire, au prorata des voix respectives des communes membres détaillées au tableau de l'article 6 (colonne 4).

ARTICLE 11 : Subventions exceptionnelles

Bien que les communes membres d'un syndicat de communes à vocation industrielle et commerciale ne puissent prendre à leur charge des dépenses du dit syndicat, couvertes en principe par le produit des seules redevances perçues auprès des usagers (prix du service), il est autorisé (dans le cadre strict limitativement énoncé par le 1°, 2°, ou 3° de l'article L 2224-2 du CGCT), le versement de subventions exceptionnelles imputées sur leur budget général.

Il est précisé que, quelle que soit la dérogation à laquelle se réfère l'assemblée délibérante de la commune, il lui appartient, sous peine de nullité, de motiver la prise en charge qu'elle envisage et de fixer les règles de calcul et les modalités de versement de la subvention ainsi que le ou les exercices concernés. Cette prise en charge ne peut avoir pour effet de se traduire par une compensation pure et simple d'un déficit d'exploitation. Elle revêt un caractère exceptionnel et ne saurait être pérennisée.

ARTICLE 12 : Comptable du syndicat

Le comptable du syndicat est le responsable du poste des Finances Publiques du Bar-sur-Loup.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 13 : Dispositions diverses - Modifications

Pour toutes les stipulations non prévues aux présents statuts, il sera fait application des dispositions des chapitres I et II du titre I du livre II de la 5^{ème} partie du CGCT.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 17/07/2020
Numéro : CC_2020_022
Nature : DE - Deliberations
Objet : Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) - Désignation des représentants
Matière : 5.3 - Designation de representants
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : R4sE42z

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/07/2020
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC_2020_022-DE

Acte reçu

Date : 17/07/2020
Numéro interne : CC_2020_022
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) - Désignation des représentants
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200717-CC_2020_022-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20200717-CC_2020_022-DE-1-1_2.PDF

N